



Discours d'ouverture de la 12^{ème} Conférence de l'UFR CGT des Services publics

Didier LOUVET, Secrétaire général de l'UFR

Cher-e-s camarades,

Permettez-moi tout d'abord de vous accueillir chaleureusement et de vous remercier. **Vous remercier**, pourquoi me direz-vous puisque vous venez à peine de commencer à travailler...Le plus dur reste à faire.

Je veux vous remercier de vous être déplacés jusqu'ici, pour certains malgré de nombreuses heures de transport. Vous avez laissé de côté votre vie de famille et vos activités syndicales locales pour participer à nos 3 jours de travaux, ce qui prouve votre attachement à notre Union Fédérale des Retraité-e-s et combien vous souhaitez sa progression en nombre d'adhérents et efficacité pour défendre et faire respecter les retraité-e-s.

Notre programme est copieux, tout comme les assiettes qui vous seront servies, au dire du chef cuisinier.

Nous allons aborder des thèmes importants tels que **la Sécurité sociale**, le **pouvoir d'achat**, **la place des retraités dans la société** et leurs besoins de **services publics** et les **mutuelles**. Bien entendu, nous débattons de **la politique actuelle du gouvernement**, de **l'évolution nécessaire ou pas de notre UFR** et **d'autres choses encore...**

Quand vous retournerez chez vous, vous serez nos fers de lance pour dynamiser l'activité des retraités dans vos provinces et dans notre belle capitale, sans oublier les départements d'outre-mer.

Je ne peux néanmoins vous cacher ma déception, vis-à-vis de tous ceux qui ont boudé et snobé notre conférence. Souvent sous de mauvais prétextes, car tout le monde le sait, les excuses sont faites pour ceux qui s'en servent.

Il y a une route longue pour certains, la France est grande... tant mieux. Mais nous remarquons l'absence de représentants de départements proches tandis que les Bretons, nordistes et Alsaciens sont présents. Quand on veut, on peut ! Même nos amis martiniquais ont fait le déplacement et je vous demande de les applaudir.

Nous sommes dans une période de **lutt**es, mais ceci n'est-il pas régulièrement le cas ? Combien de congrès ont été ponctués de manifestations ? Ils sont nombreux, nous nous en rappelons et beaucoup d'entre nous y ont participé. Ne pas trouver un délégué à l'échelle régionale, tout comme dans des grands départements, est inacceptable, il n'y avait tout simplement pas la volonté.

Nous constatons aussi que l'absence de délégués est particulièrement marquée dans 2 cas et je me permets d'évoquer ces hypothèses en sachant que ces questions seront davantage développées lors d'un débat jeudi :

D'abord, **l'absence de délégués dans les CSD** qui ont choisi de ne pas organiser les retraités et ne leur proposent rien d'autre que :

- De rester recensés chez les actifs sans prendre en compte leurs revendications et leurs spécificités ;
- Ou, ils ne veulent pas s'emmerder avec les vieux ? Cela existe aussi et trop souvent.

Ensuite, il y a ceux qui **n'organisent pas leurs anciens syndiqué-e-s** et leur souhaitent sympathiquement bonne retraite sans proposer la continuité syndicale en toute ignorance des enjeux.

Dans le meilleur des cas, sans se soucier si cela convenait, peut-être en pensant de bonne foi que cela est plus efficace, ils décident que l'USR n'est que la seule solution. Cela mérite de discuter du travail **croisé pro et multipro**. Nous sommes demandeurs et volontaires pour des expérimentations.

La dernière remarque concerne **l'absence de délégués dans les CSD et CFR** où le conflit règne en interne et il serait temps que la qualité de vie syndicale prenne tout son sens dans ces secteurs.

Nous ne mettons pas en cause bien sûr les absences de camarades en importante responsabilité qui peuvent avoir un agenda chargé cette semaine. Notamment à notre **secrétaire général de la CGT** qui nous a néanmoins adressé un petit mot que je vous lis : *« chers camarades, je vous remercie de votre invitation, etc., etc. je ne doute pas que les débats seront fraternels et fructueux et que cette conférence sera un moment important de démocratie, d'échanges, de confrontations, mais aussi de décisions. Nous sommes dans une période où plus que jamais nous devons toujours faire mieux, rester offensifs sur tous les fronts, celui des actifs comme des retraités, et nous adapter en permanence à un monde du travail qui continue de changer. Je vous souhaite donc de bons travaux et vous adresse mes salutations les plus fraternelles ».*

Tu as raison, Philippe, nos débats et nos travaux vont être denses, mais surtout porteurs de propositions, de décisions suivies d'actions et de réactions.

Je propose, dans cet esprit, que 2 ou 3 camarades nous écrivent **une motion concernant la journée d'action intersyndicale des fonctions publiques de ce jour**. Les retraités, par le biais de l'UCR, s'associent au mouvement et nous nous associons à cette journée. Si vous l'acceptez, **nous ferons ce midi une photo tous ensemble vêtus des chasubles CGT** pour nos publications et pour joindre aux motions. La casse de la fonction publique, les suppressions de postes, l'instauration de jours de carence en cas de maladie et le gel du point d'indice, la hausse de la CSG, la destruction de la protection sociale, nous concernent tous ! Oui, soyons comme les actifs, fiers d'être d'anciens fonctionnaires, et défendons la Fonction publique dans son ensemble.

Les retraités ont besoin **d'un service public efficace**, dense partout en territoire, avec le personnel nécessaire à un service de qualité, des personnels suffisamment rémunérés pour pouvoir s'occuper pleinement des usagers, sans vivre eux-mêmes **la précarité**. **Ils ont tous autant droit à un pouvoir d'achat suffisant pour vivre bien leur retraite dans ce pays riche et ils méritent par leur vie de travail à la considération de nos élus politiques, pas de leur mépris**. **Les retraités pour la plupart ne sont pas des nantis**.

Nous adresserons la motion dès sa rédaction, puis sa validation, au président de la République et au ministre de la Fonction publique.

Le syndicalisme des retraités doit être actif partout, pour tout, pour tous !

La période que nous vivons est lourde de menaces sur **l'environnement**, sur une explosion sociale qui peut se produire à tout moment et en tout lieu dans le monde, sur la paix relative sur cette planète et autres dangers.

Le syndicalisme des retraités CGT se développe également à l'international et nous entretenons des rapports particulièrement amicaux avec nos collègues belges, britanniques et portugais à qui nous transmettons nos fraternelles salutations. Nous les adressons également à nos camarades tunisiens, marocains, du Tchad, du Benin et aux autres pays d'Afrique, avec lesquels nous tissons des liens.

Loin d'être recroquevillés sur nous-mêmes, nous sommes attentifs et inquiets sur l'évolution de ce qui se passe en dehors de nos frontières. Nous souhaitons rendre l'avenir plus sûr pour tous et surtout les plus jeunes, nos enfants et petits-enfants parfois. Notre action pèse sur les politiques qui sont et seront menées et nous devons donc la renforcer.

Certes, il y a les catastrophes naturelles et vous pourriez rétorquer que nous n'y pouvons rien. C'est vrai, encore que nos agissements pour détruire ou sauvegarder la planète contribuent certainement à aggraver ou à éviter certains événements. Lorsque ceux-ci se produisent, l'ampleur des destructions et le nombre de victimes sont inversement proportionnels aux protections qui ont été mises en œuvre ...

Les séismes qui ont traversé le Mexique étaient inévitables, mais les dégâts et les morts et disparus qu'ils ont entraînés auraient pu être inférieurs.

Combien d'économies réalisées sur les normes parasismiques des logements des plus pauvres ? Valaient-elles le coût des vies humaines ?

Est-ce digne du Mexique qui est 11^e au classement mondial des pays riches, mais qui a 60% de sa population sous le seuil de pauvreté ? Ce qui le place aussi dans les pays relativement pauvres. Quel paradoxe ? Quel gâchis pour satisfaire les appétits de la classe fortunée ?

Ce paradoxe mexicain est le terrain sur lequel nous emmène Macron avec une France riche et de plus en plus de Français pauvres, mal logés, en santé précaire et ne pouvant pas se soigner. Nous y reviendrons.

Pour des événements autres, le constat peut être identique, comme pour les Antilles ravagées par des ouragans successifs.

Des dégâts sur l'ensemble des îles, certes...

Mais les morts dénombrés ne le sont pas dans les villas des milliardaires à Saint Barthélemy, mais dans les logements précaires et vétustes de Saint-Martin, de la Dominique ou de la Guadeloupe.

Nous apportons toute notre sympathie à nos cousins des Antilles et nous partageons leur drame. À ce titre, la confédération CGT organise sous l'impulsion de l'Avenir social CGT, une opération de solidarité. Vous pouvez adresser vos dons à l'ordre de : l'Avenir social – Solidarité Antilles à l'adresse indiquée ou dans la boîte qui restera à l'entrée de la salle. Nous leur remettons.

Un dernier mot de témoignage et de solidarité pour le peuple britannique qui a vécu aussi l'horreur. Il pleure ses brûlés et asphyxiés dans cette tour à Londres où les normes de sécurité n'ont pas été respectées malgré les réclamations effectuées à maintes reprises par les locataires. Qui a écouté ces petites gens ? Personnes !

Nous avons des liens étroits avec nos camarades retraités de Grande-Bretagne et même si ce drame date de un an maintenant, nous sommes toujours à leurs côtés pour que leurs actions pour mettre tous les logements aux normes aboutissent très rapidement.

Comme si cela n'était pas assez, **des menaces de guerre nucléaires existent.**

Le président américain sénile et King Jong Un, à ne pas confondre avec King Kong, un nettement plus gros, mais tellement plus humain, rivalisent dans les insultes. Le « rocket man » coréen se moque du cow-boy dotard, insulte utilisée au 15^{ème} siècle qui signifie : une personne, en particulier une personne âgée, présentant une diminution des facultés mentales; un vieillard faible ou insensé.

Si cette escalade verbale n'était pas aussi dangereuse, elle en serait risible, mais avec ces 2 fous aux manettes, difficile de n'être pas inquiets.

« L'hystérie militaire mène à l'impasse et à la catastrophe », a ainsi déclaré récemment à l'ONU le ministre russe des Affaires étrangères et sans encenser la politique étrangère russe, nous partageons cette fois cette mise en garde.

Nous nous félicitons de l'engagement de la CGT pour la paix et de ses initiatives en la matière comme les marches pour la paix ou les commémorations des victimes CGT de Châteaubriant auxquelles nous participons chaque année en ce mois d'octobre.

Nous manquons de temps pour faire **le bilan écologique.** Heureusement, Monsieur Hulot qui est parti en vacances avec l'agence Ushuaia, veille pour nous. Il a rencardé sa vieille guimbarde polluante pour voyager en jet privé apparemment moins polluant. Bientôt avec la suppression des carburants fossiles, si vous n'avez pas les moyens de vous payer un jet ou un yacht, vous irez à pied. Quand on n'a pas un jet à 40 ans, c'est qu'on n'a pas réussi sa vie, aurait pu dire monsieur Hulot s'il ne craignait de verser des amendes pour plagia à Sarkozy.

Tout ceci m'amène sur **la politique nationale.**

Jupiter est le Dieu du ciel et de la terre et pourvoit aux besoins de tous ceux qui l'occupent. C'est très éloigné d'un président, qui se croit sans doute sorti de la cuisse de Jupiter et qui n'est qu'au service de Gattaz, des spéculateurs du CAC 40, aux assujettis à l'ISF...

Jupiter avait pour attribut le foudre.

Nous ne craignons pas ses foudres, car nous allons lui répondre par un tonnerre de protestations et de revendications.

Il lui faudra bien plus que ces fanfaronnades et de ses provocations pour nous détourner de notre motivation qui consiste à militer, puis à lutter pour obtenir **un monde plus juste et où chacun puisse vivre en paix, décemment, librement.**

Même ses 26 000 euros de maquillage par trimestre ne pourront cacher son vrai visage. Macron n'est pas le président des riches, il est celui des milliardaires...

Supprimer 5 euros d'APL à 6,5 millions de ménages, qu'ils soient étudiants, privés d'emploi, en recherche d'emploi à Guéret ou ailleurs ou retraités c'est ça, sa politique du logement.

Casser la Sécurité sociale par de nouveaux cadeaux aux entreprises, alors qu'elles perçoivent déjà des milliards d'aides sans investir pour cela davantage, ni créer d'emplois, c'est cela ça politique sur la protection sociale.

Faire croire aux salariés que leur pouvoir d'achat va augmenter par une baisse des cotisations sociales qui compenserait la hausse de la CSG est une duperie. Premièrement, les cotisations ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. La CSG est en partie imposable et comprise dans le revenu fiscal de référence. De nombreux Français risquent donc de devenir imposables et de perdre ainsi beaucoup d'avantages.

De plus, les remboursements de soins de santé faisant l'objet de baisse importante de remboursement par la Sécurité sociale, les restes à charge par les patients augmenteront comme d'ailleurs les cotisations des mutuelles.

Quant aux retraité. e. s, ils ne bénéficieront d'aucune compensation alors que dès 1 200 euros de revenus, soit 200 euros au-dessus du seuil de pauvreté, ils seront assujettis à cette hausse de CSG.

Pour justifier cette décision, Macron déclare « les pauvres d'aujourd'hui sont souvent moins les retraités que les jeunes ». C'est une attaque inégalée contre la solidarité intergénérationnelle !

Il fait croire à un geste significatif en direction des pensionné. e. s en octroyant 0,8 % d'augmentation au 1^{er} octobre après 3 ans de gel. Nous soulignons que de nombreux retraité. e. s risquent de dépasser le seuil prévu pour être redevable de la nouvelle CSG après cette revalorisation de 0,8 % et alors que le gel des pensions est à nouveau programmé pour 2018.

L'exonération de **la taxe d'habitation** peut paraître une bonne mesure de compensation pour certains. Soit ! Mais qu'en est-il pour toutes les personnes âgées qui vivent en maison de retraite et n'en paient pas et celles hébergées chez leurs enfants ou autres aidants ?

Foutaise de ce programme Macron qui n'a rien de jupitérien, mais est plutôt machiavélique.

Nos collègues actifs ne sont pas mieux traités. Sans approfondir sur **les jours de carence et le gel du point d'indice** qui appauvrira les futurs retraités et asséchera notre caisse de retraite, la compensation de la hausse de la CSG est prévue par une augmentation de leurs primes déjà aléatoires et non incluses au juste taux pour le calcul de la retraite. Ce n'est pas le **RAFP** (Régime additionnel de la Fonction Publique) qui est une énorme escroquerie qui compensera les pertes financières.

Mais ce qui est encore plus grave est que les agents de l'État, des collectivités territoriales, des hôpitaux n'ont plus rien à demander à leurs employeurs respectifs, les salariés pas plus au Medef. Leurs salaires seront augmentés sur le dos des retraités en lieu et place de leurs employeurs... Haro donc sur les retraités. e. s !!!

Les retraités ont déjà subi la suppression de la demi-part fiscale attribuée aux veuves et veufs. Le matraquage continue...

Le compte n'est pas bon... Macron... et nous n'avons pas fini de « foutre le bordel !! »

Nous sommes contre **l'ubérisation de la société** et à son cortège de précarité, de doutes, d'inquiétude sur les lendemains. L'ubérisation est l'exacerbation de l'individualisme et de la compétition entre les salariés, sans couverture sociale pour le plus grand profit de leurs exploités.

Notre organisation syndicale s'oppose à cette forme de société et nous sommes fiers d'avoir organisé une première riposte des ubers à Bordeaux.

Par contre, et même si la CGT prône la liberté de choix politique et ne donne pas de consigne électorale, nous affirmons, nous, UFR CGT des services publics, que nous souhaitons l'ubérisation du président et disons haut et clair, qu'au lieu de nous foutre le bordel, qu'ils aillent chercher du boulot ailleurs et loin.

Bons travaux à tous !

Bonne conférence.